



syndicom

GEWERKSCHAFT MEDIEN UND KOMMUNIKATION
SYNDICAT DES MÉDIAS ET DE LA COMMUNICATION
SINDACATO DEI MEDIA E DELLA COMUNICAZIONE
SINDICAT DA LAS MEDIAS E DA LA COMMUNICAZIUN

L'économie du service public

Congrès 2021

Editeur:

© syndicom, Monbijoustrasse 33, case postale, 3001 Berne

1ère édition: octobre 2021

Auteur: Daniel Münger

Traductions: Service de traduction

Impression: Bubenberg Druck- und Verlags-AG, Monbijoustrasse 61, 3007 Berne

Table des matières

L'économie politique du service public.....	2
Lorsque les Etats changent certaines règles	4
Trois raisons	5
Exemple: la théorie du ruissellement	7
La grève d'investissement du capital privé.....	7
L'importance économique du service public	8
Le dernier investisseur – et ses problèmes	9
Les trois sources d'argent	10
Le service public est le juste moteur	11
Annexe 1: le mythe de la dette du coronavirus	12
Les faits concernant les dettes fédérales	12
Annexe 2: sous-emploi	16
Annexe 3: Libérer le bric-à-brac idéologique dans nos têtes.....	17

L'économie politique du service public

Le moment n'a jamais été aussi favorable pour imposer un renforcement du service public. Et pour le réinventer en partie. C'est nécessaire, car les crises économiques répétées, le chômage croissant, la numérisation effrénée et la situation écologique créent de nouveaux besoins parmi la population, auxquels seuls les pouvoirs publics peuvent répondre.

Notre thèse peut paraître audacieuse au premier abord, car la majorité de droite au Parlement et au Conseil fédéral s'apprête à imposer à la Suisse le prochain plan drastique d'austérité. 30 milliards de francs doivent être économisés dans le budget de la Confédération ces six prochaines années, a exigé le ministre des Finances UDC en juin 2021. *Des coupes sévères sont prévues dans les services publics et les assurances sociales. Et aussi des privatisations accélérées.* Les décisions à ce sujet devraient tomber au plus tard en juin 2022 (session d'été). C'est le rôle des syndicats d'arrêter à temps les destructeurs néolibéraux du service public.

A cette fin, nous devons faire deux choses:

- ➔ **Dénoncer le mensonge de la dette et exercer une forte pression politique.**
- ➔ **Préciser avec clarté et concrètement (chiffres à l'appui) notre projet d'un nouveau service public renforcé, comme nous l'avons décrit dans notre papier y relatif¹, et placer ce projet au centre du débat public.**

*Il nous reste peu de temps
pour empêcher la mise à mort du service public.*

La droite utilise le prétexte des dettes occasionnées par le coronavirus. C'est-à-dire les dépenses exceptionnelles des pouvoirs publics pour sortir la Suisse de la crise en évitant des faillites à la chaîne, le chômage de masse et un nombre encore plus grand de décès causés par l'épidémie. Et la panique s'installe autour de ces nouvelles dettes. Mais la vérité économique est que *les dettes de la Confédération sont faibles, six fois plus basses que dans l'UE*, comme nous le montrons ci-après en chiffres concrets. Même après le Covid, la dette nette de la Confédération en 2024, selon le département des finances, ne dépassera pas *10 % net de la performance économique (PIB)², soit le taux mondial le plus bas*. Voir à ce sujet: «Le mythe de la dette du coronavirus. Les faits», annexe 1.

Comme le déclarait Serge Gaillard, le directeur sortant de l'administration fédérale des finances en février 2021: «*Nous pouvons sans autre contracter plus de dettes.*»

*Le problème de la dette est un mensonge, selon Serge Gaillard:
«Nous pouvons sans autre contracter plus de dettes.»*

Mais depuis quand la droite se soucie-t-elle de la réalité? Depuis quarante ans que les néolibéraux dictent leur volonté à la politique, aux organisations internationales, aux médias et universités, les dettes sont leur argument meurtrier pour démonter le service public. Donc

¹ «Notre service public: moderne et résistant à la crise»

² Seuls les pays producteurs de pétrole et le Grand-Duché de Luxembourg n'ont aucune dette publique (ou une dette encore plus faible).

pour rendre les services publics incapables d'agir. Et pour réduire quasiment à zéro les impôts pour les banques, les entreprises et les riches. Le virus vient à point nommé pour eux.

La folie des économies ne suit aucune logique économique. Elle est purement politique.

A des fins d'austérité, on commence par manipuler les chiffres. Une enquête officielle du Contrôle fédéral des finances l'a démontré: avec des budgets erronés, l'UDC et le PLR sont parvenus à imposer régulièrement des mesures d'économie en Suisse. Cinq périodes d'austérité³, pour lesquelles il n'y avait en réalité aucune justification.⁴ Les nouvelles mesures d'économies ne suivent pas non plus une logique économique – c'est un projet purement politique. Une offensive néolibérale. C'est ainsi que la NZZ, l'organe central du capital, alléguait déjà au printemps 2020 en gros titre un «socialisme pandémie» auquel il fallait mettre fin rapidement: «Après la crise épidémique, il faut moins d'Etat, pas plus d'Etat.» Logique: les nantis ne veulent pas participer aux efforts collectifs contre la crise. Ils réclament de nouvelles réductions d'impôts sur les bénéfiques, la fortune, les transactions sur titres. L'arnaque de la *suppression du droit de timbre* n'a constitué qu'un début.

Les actionnaires sont les gagnants de l'épidémie.

Ils sont sans conteste les gagnants de la crise du Covid. Des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses ont dû vivre avec 20% de salaire en moins, beaucoup ont même perdu leur travail⁵ et une grande partie s'inquiète pour son emploi. *Mais les 30 plus grandes entreprises suisses ont versé pour leur part à leurs actionnaires près de 40 milliards de francs en dividendes en 2021, et encore plusieurs milliards via des programmes de rachat d'actions. Et 27 de ces entreprises ont reçu des aides Covid.* En fin de compte, leurs propriétaires ont encaissé environ 70 milliards en une seule année épidémique – *environ le montant total de la dette nette à long terme de la Confédération.* La crise les a encore massivement enrichis. La manne financière avec laquelle la BNS a inondé la place financière (bourses incluses) y a aussi contribué. «Socialisme pandémie»?



³ Programme d'allégement 2003, programme d'allégement 2004, programme de consolidation 2012/13, programme de réexamen des tâches, programmes de stabilisation 2017 - 2019.

⁴ Les partis de droite ne cessent d'utiliser cette méthode, p. ex. pour dénigrer l'AVS.

⁵ Le chômage a augmenté plus fortement que la statistique officielle le prédisait. Le sous-emploi est important: **12,5 %** de la «main-d'œuvre» travaillerait volontiers ou souhaiterait travailler plus (cf. tableau, annexe 2).

Lorsque les Etats changent certaines règles

A y regarder de plus près, cependant, le gouvernement suisse n'a fait que le strict minimum au regard de ce que la population est en droit d'attendre des pouvoirs publics en situation de pandémie et de confinement pour lutter contre la crise. Il a certes desserré généreusement les cordons de la bourse. Mais le poids de l'épidémie, il l'a pour l'essentiel placé sur les travailleurs et travailleuses du service public qui sont au front (hôpitaux, logistique, transports publics, care, réseaux, coursiers...). Sans se soucier d'améliorer leurs conditions de travail: les «plans de sauvetage» de la Confédération ne prévoient pas un seul centime pour des investissements dans l'avenir.

Les «plans de sauvetage» de la Confédération ne prévoient pas un seul centime pour des investissements dans l'avenir.

Pourquoi ce moment devrait-il dès lors être favorable au renforcement des services publics? La politique suisse est confrontée avec un certain retard à ce qui se passe actuellement dans les grands blocs économiques des Etats-Unis et de l'UE, où le rôle des pouvoirs publics⁶ dans l'économie et la société est redéfini. Un *changement de paradigme* se prépare. Notre tâche consiste à amener *ce nouveau rôle des pouvoirs publics dans les débats publics aussi en Suisse*.

*L'Etat ne doit pas gagner de l'argent.
Il doit le dépenser intelligemment.*

Un tournant s'annonce, comme le montre l'analyse des paquets d'investissement exorbitants actuellement mis en place par plusieurs Etats. Ils ne se chiffrent plus en millions ou milliards, mais en billions, c.-à-d. en milliers de milliards. Certains économistes s'y perdent d'ailleurs dans de tels chiffres.

La composition de ces programmes est intéressante. Il y a, logiquement, l'aide d'urgence Covid (préserver le système de l'asphyxie), puis, comme auparavant, le sauvetage des banques, de la finance et des entreprises. Si l'on ajoute l'argent des banques centrales, les sommes atteignent aujourd'hui des proportions historiques. Le capital met de plus en plus l'Etat à son service, et pas seulement depuis 2008. Un aspect surprend toutefois: dans ces paquets, on trouve aussi des montants colossaux destinés aux infrastructures et services publics. Pour l'éducation et la formation, la construction de logements sociaux, les systèmes de santé. Pour la sécurité des systèmes sociaux. Pour l'emploi et des salaires minimaux plus élevés. Pour accélérer la numérisation. Et surtout pour la transition écologique et sociale urgente. Les programmes et les sommes allouées varient fortement. Mais il y a une rupture claire avec la théologie néolibérale.

Retour au Big Government.

⁶ Définition: dès que l'Etat agit, il se transforme en pouvoirs publics. Ceux-ci comprennent à leur tour l'administration, la politique et le service public. Le service public est un bien commun. Une partie des tâches du service public peuvent, dans des conditions bien définies, être exercées aussi par des acteurs non étatiques.

Nous ne savons pas encore aujourd'hui quelles proportions prendra le phénomène. Mais il se démarque fortement des intentions et des actes du Conseil fédéral. La politique suisse refuse les programmes d'investissement. En particulier ceux qui valorisent le service public. Les banques et les entreprises veulent que l'Etat les subventionne, les sauve, et même qu'il garantisse leurs salaires – mais qu'il se tienne à l'écart de toutes décisions. La politique suisse exécute docilement ces souhaits. Le Parlement a même renoncé à exiger des contreparties pour les aides transitoires (garanties d'emploi...). La politique a abdicé.

Dans les années 1990, le président américain Bill Clinton a déclaré que désormais seul le capital gouverne: «Big Government is over». Aujourd'hui, le nouveau président Joe Biden annonce le retour des pouvoirs publics. Cette question fait actuellement l'objet de débats animés aux Etats-Unis et dans l'UE, principalement par le biais des budgets.

Si ce changement d'attitude s'impose dans les mois à venir, la Suisse ne pourra pas maintenir longtemps sa position d'ultime bastion néolibéral. Alors, les déclarations d'intention, les baisses d'impôt et le laissez-faire ne suffiront plus (ça n'a du reste jamais suffi, comme la désindustrialisation de la Suisse le prouve). Si le Conseil fédéral continue de laisser la numérisation aux entreprises privées, nous deviendrons bientôt ce que certains banquiers souhaitent déjà explicitement: un Singapour alpin, un enfer de services pour les nantis de ce monde.

Trois raisons

Le calcul et la prise de conscience de la pure nécessité poussent les dirigeants américains et européens à mettre en œuvre leurs programmes de plusieurs billions de dollars.

- Transferts de pouvoir internationaux: ils veulent freiner l'essor de la Chine et son projet mondial de «nouvelle route de la soie».
- Une crise multiple: se borner à imputer la situation au coronavirus, comme les fléaux qui frappèrent l'Égypte ancienne, est une explication qui ne trompe plus personne. Les nantis et leurs gestionnaires de systèmes savent que la crise a commencé bien avant – et qu'elle n'est pas uniquement «économique». Ou comme on le dit si joliment à Berne, un problème purement «conjoncturel». ⁷ Le virus agit plutôt comme un révélateur. Il met en évidence des failles plus anciennes et plus profondes. Quatre décennies de destruction néolibérale ont exacerbé le capitalisme. Aujourd'hui, la crise du commerce mondial, des banques et du système financier, combinée à une profonde crise sociale et politique et à la catastrophe climatique, pousse ce système à ses limites. *Un retour à la normale* n'est plus possible aux dires des politiciens. Comme s'il y avait eu une normalité avant janvier 2020.

*Après quatre décennies, le capitalisme néolibéral
touche à ses limites.*

Cela ne se manifeste pas seulement dans le sauvetage permanent du système financier, qui sollicite chaque jour des milliers de représentants de gouvernement et de banquiers depuis plus d'une décennie. La crise du système se traduit également de manière très concrète. En Allemagne, le grand public a été choqué de voir à quel point se sont détériorées les infrastructures de son miracle économique national, de la première puissance européenne.

⁷ Le SECO intitule toujours ses rapports sur l'état de la crise «Tendances conjoncturelles».

Ponts qui s'effondrent, bâtiments scolaires délabrés, chemins de fer et transports publics locaux en crise permanente, «zones blanches» dans le réseau de télécommunications, sérieux retards dans la numérisation et la production d'énergie (charbon!) respectueuse de l'environnement. Pannes du réseau électrique. La Fondation Hans Böckler, proche des syndicats, a demandé des améliorations urgentes à hauteur de 120 milliards d'euros pour l'éducation et la formation, et de 140 milliards d'euros pour les infrastructures communales (eau, etc.).

Les raisons sont évidentes: avec ses baisses d'impôt et ses diktats d'austérité, la politique néolibérale a pratiquement réduit à néant les investissements publics. Entre 2002 et 2012, Berlin a même désinvesti. *Une lacune béante en matière d'investissement doit être comblée.* Cette situation concerne presque tous les pays occidentaux à un degré variable.

- La gouvernance néolibérale a eu un impact social explosif. «Quelque chose a mal tourné», a même constaté le Forum économique mondial (WEF) de Davos en janvier, lors de l'apéro des dirigeants mondiaux. Un «Grand Reset» a été proclamé en grande pompe – «Remettons tout à zéro!»: «Nous avons besoin d'un capitalisme meilleur et plus inclusif.» Ils ont formulé un nouveau «Manifeste de Davos» à cette fin. Lors d'un dialogue entre dirigeants sur le thème «Tout à zéro!» (juin 2021), la question de la reformulation du «contrat social» après le Covid-19 a été discutée. Le fait que les inégalités croissantes pourraient conduire à des soulèvements sociaux est un sujet brûlant dans les organes directeurs capitalistes, tels que le Fonds monétaire international (FMI) – qui a instauré un système d'alerte précoce conçu à cet effet.⁸

WEF: «Nous avons besoin d'un capitalisme meilleur.»

Il ne faut pas prendre pour argent comptant le «capitalisme meilleur». Des raisons morales n'entraînent pas non plus de telles prises de conscience. La grande remise à zéro ne va pas perturber le CEO d'une entreprise mondiale comme Amazon (368 milliards de dollars de chiffre d'affaires, valeur en bourse: 1,8 billions de dollars) dans ses affaires courantes. Il peut continuer à détruire le commerce de détail et à dominer le monde avec son entreprise. Mais ce n'est pas non plus de la simple propagande. *Il s'agit de sauver le capitalisme de lui-même.* Depuis quelque temps, de nombreux travaux ont été entrepris dans les think tanks du capital, dans les universités et dans des organisations telles que l'OCDE, le FMI ou la Banque mondiale, pour mettre à bas tous les préceptes de l'idéologie... TINA («There Is No Alternative»), le cri de guerre des néolibéraux⁹, n'est plus d'actualité. Le néolibéralisme est congédié (voir annexe 3).

Dès le départ, ce n'était qu'un livre de recettes pour la grande redistribution du bas vers le haut: Libérer les marchés financiers. Réduire les impôts des entreprises et des riches. Délocaliser l'industrie, briser les syndicats, baisser les salaires. Et enfin: raboter les services publics. Privatiser.

⁸ Les études menées par deux équipes de recherche du FMI ont conclu au cours de l'été 2021 que de graves bouleversements sociaux se produisent régulièrement après des épidémies si les inégalités étaient déjà importantes avant.

⁹ T.I.N.A. était la devise de Margaret Thatcher, devenue en 1979 la première ministre britannique à mettre en œuvre le programme néolibéral des «Chicago Boys» de Milton Friedman, après qu'ils l'avaient mis en pratique pour la première fois sous la dictature fasciste de Pinochet au Chili.

Pendant un certain temps, le capital a pu doper ainsi ses bénéficiaires qui avaient stagné dans les années 70. Cependant, les crises de 2001, 2008 et 2020 ont levé le voile sur la doctrine néolibérale mensongère. L'offensive de Biden et du programme de «relance» européen part de ce constat: les stratégies néolibérales, la «destruction créatrice», la démission de la politique ont provoqué les crises économiques, la fracture sociale et le désastre climatique.

Quiconque consulte les pages du WEF¹⁰ consacrées à la remise à zéro comprend rapidement pourquoi un changement de paradigme doit intervenir: le capital ne peut et ne veut pas remédier à la crise multiple de son propre système. Les pouvoirs publics doivent s'en charger. Sans se servir, bien entendu. Ce qui soulève une kyrielle de nouvelles questions.

Exemple: la théorie du ruissellement

Le noyau idéologique de la religion néolibérale repose sur la théorie du ruissellement (en anglais, *trickle down economics*). En résumé: plus les bénéficiaires des entreprises sont élevés, plus les riches s'enrichissent, plus le taux de création d'emplois est élevé et plus les revenus de la grande majorité augmentent. Par conséquent, les impôts sur la fortune et sur les hauts revenus, ainsi que sur les bénéfices d'entreprises, les titres et les transactions financières devraient être fortement réduits. Car les actionnaires et les super-riches, selon les néolibéraux, investissent l'argent qu'ils économisent et créent ainsi de nouvelles richesses.

Or ils ne le font pas. Et cette aberration s'est traduite ainsi dans la théorie du ruissellement: si tu donnes beaucoup d'avoine au cheval, il produira tant de crottin dans les rues que les moineaux pourront aussi s'en nourrir. Nous, les moineaux, nous disons merci. Cela a fonctionné pour les nantis. Partout, la classe politique a massivement baissé les impôts. Presque plus personne ne se rappelle qu'il n'y a pas si longtemps, des taux d'imposition bien supérieurs à 50 % sur les hauts revenus et les bénéfices étaient courants et acceptés. La contre-révolution néolibérale a fait exploser les profits, dont la croissance a presque toujours dépassé celle de l'économie, comme en Suisse. L'Etat saigné à blanc a perdu son leadership économique, les services publics ont été démantelés (en Suisse, ils sont encore comparativement bons grâce à la démocratie directe et au référendum, mais ici aussi des failles de plus en plus grandes se creusent). La redistribution du bas vers le haut s'est installée, et elle s'accélère à vue d'œil.

La grève d'investissement du capital privé

En revanche, les effets économiques promis ne se sont pas concrétisés. Les investissements se sont effondrés.¹¹ Alléchés par la perspective des profits plus élevés et plus rapides que dans la production, les propriétaires ont porté leurs bénéfices sur les marchés financiers débridés. Faute d'investissements, la productivité a progressé plus lentement. Et le capital a cessé de partager les gains de productivité avec les travailleurs et travailleuses. Il a ainsi augmenté sa part de la valeur économique créée au détriment des travailleurs. La «quote-part des salaires» fond.

Récemment, David Hope de la London School of Economics et Julian Limberg du King's College ont porté le coup fatal à la théorie néolibérale du ruissellement. Ils ont examiné dans 18 pays la corrélation entre les baisses d'impôt et l'évolution économique sur une période de 50 ans. Résultat: rien ne ruisselle, l'effet de ruissellement est une fraude. Ni les réductions d'impôts ni

¹⁰ [weforum.org/great-reset](https://www.weforum.org/great-reset)

¹¹ L'investissement est une condition de base de toute économie. A l'origine, il consistait à ne pas consommer une partie de la récolte afin de pouvoir planter pour la prochaine récolte.

la déréglementation du marché du travail n'ont stimulé l'investissement. Seuls les bénéficiaires ont augmenté. Julian Limberg: «Si nous regardons en arrière, nous constatons que la période où les impôts pour les riches étaient les plus élevés – la période d'après-guerre – est celle où la croissance a été la plus forte et le chômage le plus faible.»

Pour les économistes, il ne fait depuis longtemps plus aucun doute qu'un franc dépensé par l'Etat crée plus d'incitation économique qu'un franc économisé en impôt par les nantis.

Le chômage était bas lorsque les impôts pour les riches étaient élevés.

La grève d'investissement du capital privé explique les programmes d'investissement colossaux des Etats-Unis et de l'UE. Le capital privé est entré en «sécession» avec les économies nationales et les sociétés. Il ne résoudra pas la crise économique. Et encore moins la crise sociale. Et bien entendu, il n'entreprendra rien contre la catastrophe climatique. A moins qu'on ne le force. Pourtant, les destructeurs néolibéraux tels que le président français Emmanuel Macron continuent de vanter le «Trickle-down» comme issue à la crise. La plupart des politiciens suisses se réjouissent eux aussi à la perspective d'entasser du fumier frais de cheval en quantité. Ils croient vivre sur une île de bienheureux. Leur réveil sera terrible.

L'importance économique du service public

Pour l'économie suisse, les services publics sont d'une importance capitale. De manière directe, comme branche productrice (communication et réseaux de données, transports, logistique, information, formation, santé, recherche, etc.) Et de manière indirecte: le service public garantit les bases sur lesquelles repose toute économie. En font partie non seulement les infrastructures, mais aussi la sécurité juridique, l'égalité des chances d'accès aux services essentiels, la sécurité sociale et l'équilibre social, la qualité de vie, la sécurité écologique, les libertés individuelles, la continuité territoriale, etc. Les conditions de travail dans le service public fixent des normes sociales. Nous avons résumé ces fonctions des pouvoirs publics, qui sont un bien commun ou devraient l'être, dans notre papier «Service public – moderne et résistant à la crise». Sans service public, l'économie suisse ne serait plus que l'ombre d'elle-même.

- Près de 850 000 personnes¹² gagnent leur vie en travaillant pour le service public et ses entreprises.
- Le service public produit près d'un quart de la création nationale de valeurs.
- 31 % du PIB (davantage dans les mauvaises années économiques) provient du secteur public.
- Le domaine des marchés publics réalise à lui seul 8 % du PIB.
- Innovation et recherche: souvent, seuls les universités et instituts de recherche sont évoqués, mais les entreprises publiques sont elles aussi des vecteurs d'innovation importants.
- Les subventions et prestations de transfert réelles des pouvoirs publics vers les entreprises ne sont que partiellement recensées. Certaines sont difficiles à chiffrer en francs suisses (comme la garantie implicite de l'Etat pour les grandes banques). Dans l'ensemble

¹² Leur nombre pourrait même être plus important. Il n'y a pas de statistique de branche actuelle et fiable en Suisse concernant les services publics.

toutefois, ces transferts d'argent public et les autres prestations de l'Etat forment un facteur économique décisif.

- Le secteur du service public joue un rôle de stabilisateur de crise: le PIB a diminué au cours de trois trimestres Covid sur quatre, tandis que les services publics ont augmenté leurs prestations économiques durant les quatre trimestres. Il en va de même pour la consommation publique.

Le dernier investisseur – et ses problèmes

Le capital privé, qui s'accumule en des fortunes aux dimensions à peine imaginables, n'est pas en mesure ou (plutôt) n'a pas la volonté d'alimenter son propre système économique, ni de le moderniser ou le stimuler. Il a fini sur les marchés financiers (et ceux-ci n'assument plus leur fonction d'investissement ou seulement de manière insuffisante).

Depuis le milieu des années 70, les investissements n'ont cessé de diminuer. En 2001, puis avec la crise financière de 2008, ils se sont carrément effondrés. Et en pleine crise Covid, ils ont rechuté. Les investissements nets stagnent actuellement à 2 % du PIB. C'est beaucoup trop peu pour maîtriser la numérisation, créer de l'emploi et préparer une transition climatique de l'économie. De nombreuses entreprises indiquent avoir investi énormément dans des installations numériques pendant la crise pandémique. Dans les dernières statistiques du SECO et de l'OFS, on n'en trouve toutefois encore aucune trace significative.¹³

Si, comme la tendance s'en dessine aux Etats-Unis et dans l'UE, les pouvoirs publics doivent reprendre cette fonction d'investissement, le rôle du service public devra être totalement redéfini. Il ne pourra plus y avoir de privatisations, le régime fiscal devra être plus équitable.

*Lorsque les investissements publics doivent combler
le manque d'investissement du capital, le service public redevient central.*

Il y aurait fort à faire. Petit extrait de la liste des tâches pour les investisseurs: les réseaux de télécommunication ont atteint leurs limites de capacité et ont besoin d'une stimulation des investissements. En termes de numérisation, la Suisse se situe au mieux en milieu de peloton, voire à la traîne. C'est bête, car les progrès de la productivité numérique pourraient permettre une forte réduction du temps de travail.

Personne (hormis le syndicat syndicom¹⁴) n'a sondé les opportunités que pourrait offrir à la société une numérisation sociale. Les stratégies de numérisation de la Confédération et des entreprises ne prévoient aucun investissement en la matière.

Des problèmes comme la protection des données, la souveraineté des données personnelles ou la fracture numérique dans la société ne sont même pas sérieusement envisagés, dans quelque organe que ce soit.

¹³ Il est possible que les investissements numériques apparaissent dans les statistiques futures. Les enquêtes (par exemple celles du KOF-EPPF) montrent toutefois que seules les grandes entreprises peuvent investir dans la numérisation. Cela crée de nouveaux déséquilibres et explique également l'accélération de la concentration du capital.

¹⁴ Voir la brochure «Travail 4.0» et les décisions de l'assemblée des délégué-e-s 2016 (!): 13 thèses sur la numérisation.

De nombreuses nouvelles technologies (matériaux, moteurs, installations de stockage, réseaux de contrôle complexes, robotique, médecine, blockchain, intelligence artificielle, etc.) sont dans la même situation: recherche de pointe, mais retard dans l'application.

Le système sanitaire du pays a aussi besoin d'impulsions décisives, par exemple (mais pas seulement) en récupérant une production de vaccins. De même, il convient de développer de nouveaux modèles économiques pour le secteur du care en plein essor.

Mais aussi et avant tout l'écologie... Le réchauffement climatique exige des milliards de dollars pour adapter les infrastructures, la logistique, les cycles de marchandises (qui doivent être raccourcis), les transports, ainsi que l'approvisionnement et le traitement de l'eau, de la gestion des sols ... D'immenses progrès doivent être réalisés dans la production et la consommation d'énergie durable (l'isolation des maisons est à elle seule un projet de 10 ans). Et qui s'attaque à la modernisation écologique des techniques de production industrielles?

Tout cela pourrait créer des dizaines de milliers d'emplois. A condition que la formation et le perfectionnement (la «requalification» de masse) soient développés.

Au bout du compte, il faudrait bien 200 milliards de francs d'investissements dans le secteur public. C'est beaucoup? Ce serait facilement réalisable.

Les trois sources d'argent

Les pouvoirs publics ne peuvent se financer aujourd'hui que par les impôts ou en s'endettant.

- Sans un système fiscal plus équitable (à commencer par un impôt sur les bénéfices de crise) et sans des formes innovantes d'imposition (impôt sur le chiffre d'affaires des transactions en devises, etc.), de nombreux milliards restent inutilisés.
- La situation d'endettement de la Confédération offre une marge de manœuvre. Mais pourquoi les pouvoirs publics devraient-ils se mettre au service des nantis en contractant des dettes? Il serait préférable que la Confédération obtienne l'argent auprès de la Banque nationale. C'est ce qu'elle faisait auparavant. Depuis que les néolibéraux ont inscrit l'«indépendance» de la BNS dans la Constitution et la loi, c'est expressément interdit. Le comble de l'hypocrisie: la BNS rachète régulièrement de grandes parties des titres de créance publique sur le «marché secondaire», les investisseurs privés empochent les bénéfices.

L'«indépendance» de la Banque nationale est un reliquat néolibéral, que nous devrions rapidement liquider.

- C'est insensé. En réalité, la BNS fait partie du service public. La Confédération pourrait puiser l'argent directement à cette troisième source, qui est la meilleure. Ce n'est pas un hasard si, dans la situation de crise actuelle, une nouvelle théorie monétaire fait actuellement fureur dans les universités anglo-saxonnes et dans le débat international: la «théorie monétaire moderne». Stephanie Kelton, l'une de ses plus célèbres partisans, faisait partie de l'équipe de campagne électorale de Joe Biden.

En bref: l'argent n'est pas le problème principal. Il n'y en a jamais eu autant et il n'a jamais été aussi bon marché. Les questions fondamentales sont ailleurs: quels investissements sont prioritaires? A qui doivent-ils bénéficier? Combien investir? Qui décide?

Du point de vue de l'intérêt commun et de la cause publique, nous demandons: comment et où l'Etat peut-il obtenir les moyens d'éviter un désastre pour les habitants du pays? Que peuvent faire les pouvoirs publics pour leur garantir la sécurité, la liberté et des chances d'épanouissement personnel dans un monde marqué par des crises économiques de plus en plus violentes, une insécurité sociale grandissante, des épidémies et des écosystèmes en surchauffe.

Le service public est le juste moteur

Un certain flou irrite au sujet des paquets d'investissement émis un peu partout aujourd'hui: on ignore si les pouvoirs publics seront seulement le «dernier investisseur», pas plus qu'on ne sait comment les banques et les entreprises en ont fait le «dernier prêteur», le coffre-fort en libre-service. Ou si ces programmes sont effectivement associés à un changement de commandement.

Ce serait très helvétique, mais inacceptable que les pouvoirs publics investissent en fin de compte des sommes gigantesques pour combler les lacunes en matière d'investissement du capital privé sans pour autant prendre le contrôle de la transformation numérique, économique et écologique. Nous connaissons trop bien la pratique: socialisation des coûts (pertes), mais les bénéfices pour le capital privé.

Nous proposons un modèle meilleur: le principe du service public. Les besoins de la population et non le montant des profits qui pourraient être tirés de ces investissements doivent être le facteur déterminant. Un engagement public renforcé devrait être le fruit d'une entente démocratique sur les investissements publics qui sont souhaitables et nécessaires. Ce n'est qu'ensuite que le financement et les modalités doivent être définis.

Le meilleur modèle économique est le principe du service public.

A cet égard, nous devons faire valoir trois règles. Accès facilité pour tout le monde, partout. Réponses transparentes, flexibles et fortes aux besoins réels. Et contrôle par les pouvoirs publics, respectivement par les personnes concernées.

Les banques de données sensibles (identité numérique, dossiers de patients, etc.) ne doivent jamais être placées entre les mains de sociétés privées. Qu'il s'agisse de la 5G ou de tout autre développement du réseau – il convient d'améliorer les réseaux et de les laisser en mains des pouvoirs publics. La souveraineté des données, la sécurité de l'approvisionnement (logistique) et la participation des travailleurs (démocratie économique, formation à vie, etc.) doivent être des valeurs déterminantes. Et en l'état des choses, un service public fort devra exercer une forte pression pour réellement imposer la transition écologique et sociale de la Suisse.

Dès lors, il est grand temps qu'advienne le principe économique du service public. Le néolibéralisme est une religion morte. A nous de l'enterrer.

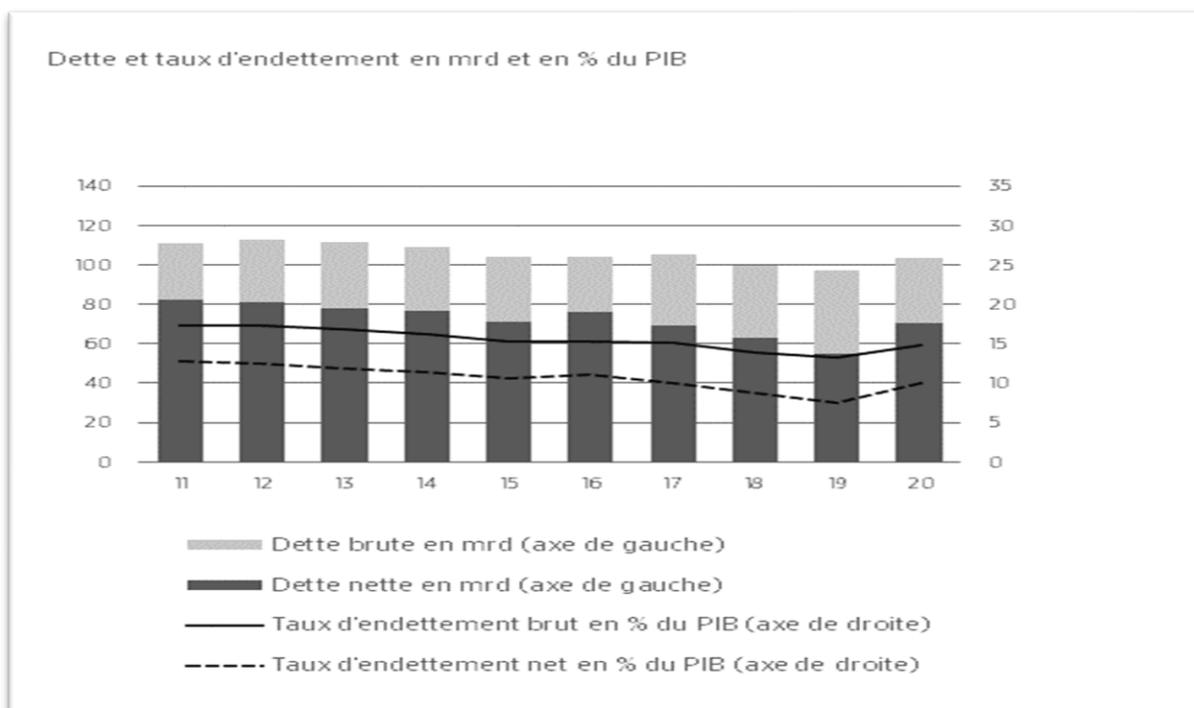
Annexe 1: le mythe de la dette du coronavirus

Les faits concernant les dettes fédérales

Le discours sur les dettes publiques de la Suisse n'est rien d'autre qu'une lutte des classes néolibérale menée d'en haut. En réalité, nos dettes sont minimales. *La Suisse figure au 119e rang sur la liste des pays endettés du Fonds monétaire international (FMI).*

Le Japon affiche des dettes équivalant à 270% de son PIB. Aux Etats-Unis, elles avoisinent les 160% du PIB (et si les programmes d'investissement gigantesques du nouveau gouvernement se concrétisent, bientôt les 200%). Celles de la zone euro se situent au-dessus de 100%. Même l'Allemagne, avec sa politique d'austérité en Europe, frôle les 80%. La Confédération, en revanche, n'est endettée qu'à hauteur de 15% en termes de PIB. Et *de 10% seulement* après déduction des actifs financiers, c'est-à-dire en termes de dette nette. C'est le Département des finances qui l'affirme. En fonction de l'interprétation des actifs, la dette nette peut même être plus basse. L'OCDE, l'organisation des nations économiques leaders, a également fait le calcul. Son résultat: *la dette nette de la Suisse est de 0,3%. Nulle. Zéro. Rien.*

Graphique 1: la dette de la Confédération



Source: Département fédéral des finances

*Les dettes brutes de la Confédération se montent à 15% du PIB.
Et même à 10% seulement en termes de dette nette.
Si l'on en croit l'OCDE, à guère plus de zéro %.*

Si l'on ajoute les dettes brutes des cantons, des communes et des assurances sociales, la statistique officielle fait apparaître une dette publique de 44% du PIB. Ce chiffre, qui reste faible, est insignifiant. Mais il ne cesse d'être invoqué pour discréditer les pouvoirs publics. Essayons de comprendre. D'abord, il s'agit de dettes brutes. Dont on devrait déduire les

gigantesques actifs financiers de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales pour faire état de l'endettement net (cela n'a pas beaucoup de sens que je me plaigne d'avoir 10 000 francs de dettes, alors que je possède 100 000 francs sur mon compte). Les cantons à eux seuls affichent une fortune nette de 40 milliards. Ensuite, l'OFS a calculé ces dettes à la «valeur sur le marché». C'est absurde. Les titres de créance de la Suisse sont certes négociés au-dessus de leur valeur sur le «marché», mais seule la valeur nominale est remboursée. Si les critères de Maastricht étaient appliqués, la Suisse se situerait, toutes valeurs comprises, à moins de 30% du PIB. Et en valeurs brutes! Enfin, ce calcul brut inclut tous les engagements internes et les flux financiers, donc tout ce que la Confédération a promis aux cantons ou aux pouvoirs publics. Notamment aussi des investissements, par exemple dans les réseaux.

En dépensant de l'argent, les pouvoirs publics créent des valeurs et forgent l'avenir.

Un autre lien se révèle ici: *en dépensant de l'argent et en s'endettant de la sorte, les pouvoirs publics créent de nouvelles valeurs. Ils investissent.* Voilà ce qu'il en est de la «montagne de dettes laissée aux enfants»: ils héritent avant tout d'emplois, de routes, d'écoles, d'hôpitaux, de réseaux de communication modernes, de services publics performants, de places de formation et d'assurances sociales sûres, qui ont été financés avec cet argent. En outre, ils héritent également des obligations de la dette de l'Etat, qui valent leur pesant d'or.

Dettes bon marché

Mais le point crucial dans ce débat faussé sur la dette est tout autre: il est courant d'exprimer la dette en % du PIB. Mais ce chiffre est peu parlant, car il compare des charges à long terme (les dettes courent sur 10, 20 ans ou plus) avec la performance économique actuelle en une seule année.

Le facteur décisif *n'est pas le montant de la dette, mais la charge du service de la dette* par rapport à la performance économique. Ou, pour utiliser un critère encore plus strict: à combien se monte la part du service de la dette dans les dépenses de la Confédération?

En 2021, la Confédération doit affecter moins d'un pour cent de ses dépenses au service de la dette

C'est la juste mesure, car contrairement à un ménage, *les Etats ayant leur propre monnaie ne remboursent en général pas leurs dettes – ils se contentent de les transférer.*

Depuis quelques années, la Suisse le fait non seulement à bon marché, elle en tire même du profit. Les intérêts que la Confédération verse sur les nouveaux emprunts oscillent entre zéro et presque rien (0,25 %) ¹⁵. C'est pourquoi les rendements de ces titres sont tous négatifs sans exception: les investisseurs paient pour pouvoir prêter de l'argent à la Suisse. ¹⁶ En outre, si la

¹⁵ www.snb.ch/de/mmr/reference/ch_bonds_res/source/ch_bonds_res.de.pdf

¹⁶ La mauvaise nouvelle: les assurances sociales comme la prévoyance sociale ne peuvent plus investir notre argent de manière sûre dans des obligations d'Etat. Des dettes (et des intérêts) un peu plus élevés seraient donc tout à fait souhaitables.

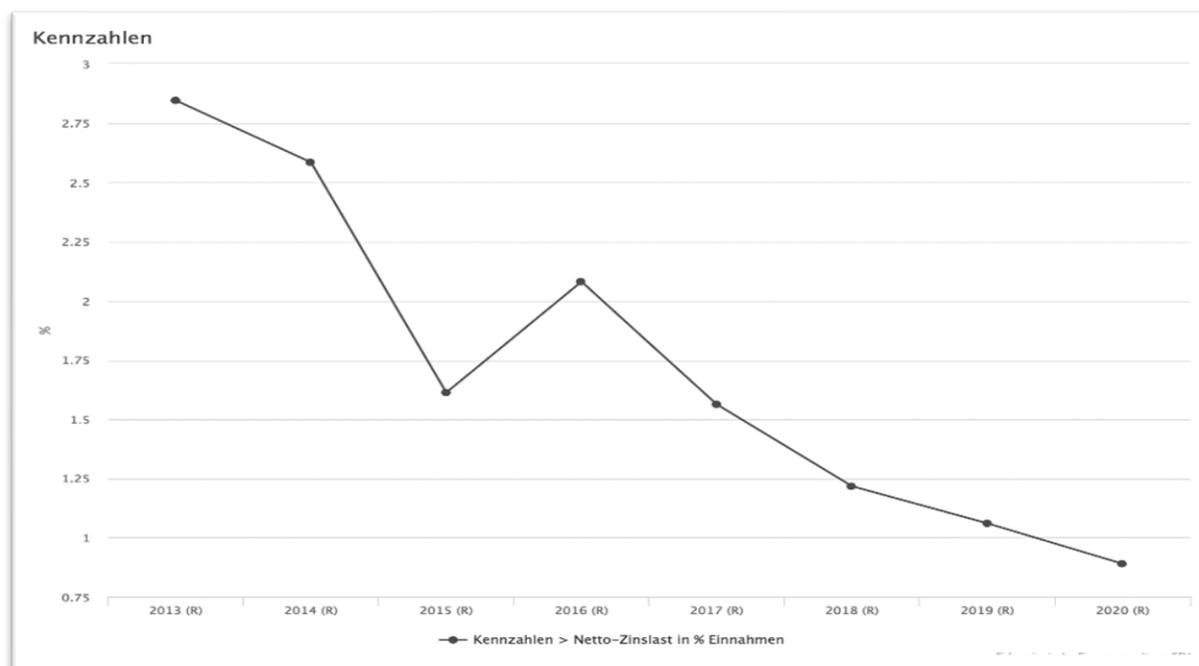
Confédération rembourse les emprunts dans 10 ou 20 ans, cet argent vaudra moins en termes réels qu'aujourd'hui (la Suisse gagne une seconde fois).

Les dettes de la plupart des pays riches se sont donc accumulées, mais dans le même temps, le poids du service de la dette a fortement diminué.¹⁷

Ce scénario s'observe de manière très claire en Suisse (voir graphique 2): en 2021, la Confédération ne devra consacrer qu'un peu moins de 0,9 % de ses dépenses au service de sa dette. *Par rapport au PIB, la charge de la dette est inférieure à un pour mille.*

Le droit de timbre, dont les droits sont maintenant abolis, rapporte 3x plus de francs que la Confédération ne paie en intérêts sur sa dette totale. Nous payons pratiquement les dettes avec l'argent disponible.

Graphique 2: la charge d'intérêts



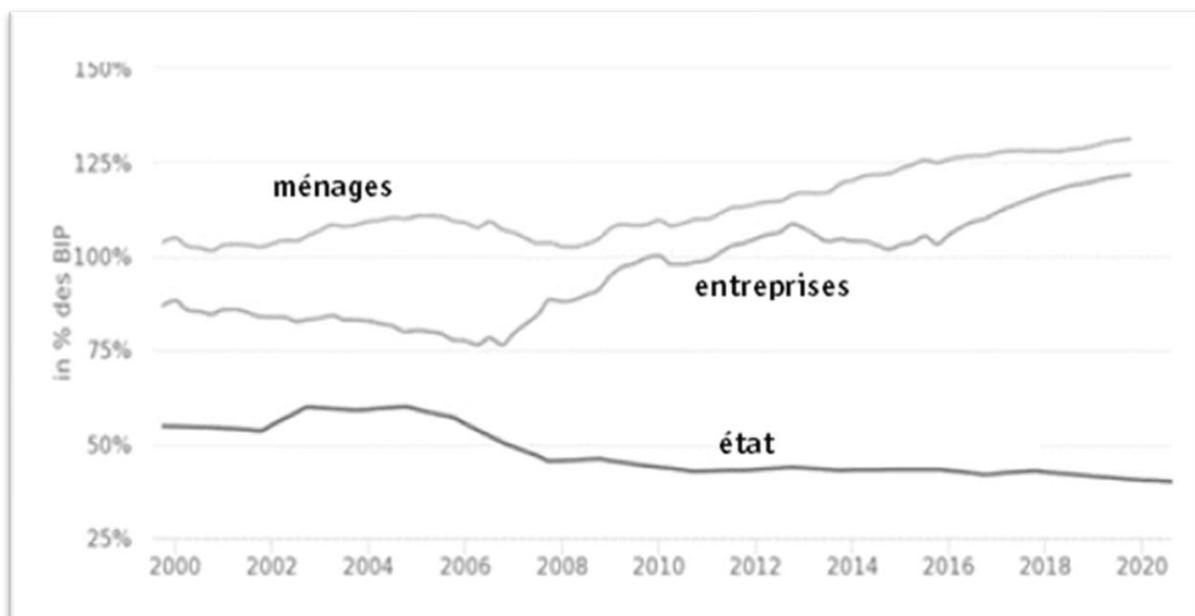
Source/Graphique: Administration fédérale des finances

Complément: dans le budget 2021, la charge d'intérêts ne pèse plus que 689,8 millions de francs.

Presque toutes les entreprises suisses seraient ravies d'avoir un tel rapport entre le chiffre d'affaires et les intérêts de la dette. Les entreprises ont accumulé des dettes de quasi 120 % du PIB (ménages privés: 130 %). Les politiciens de droite en parlent rarement. Ils préfèrent attaquer les finances du secteur économique le plus important de la Suisse: le service public.

17 Une explication nécessaire: ceci ne vaut que pour les riches pays nordiques avec leur propre monnaie ou une monnaie commune. Alors que le Japon vit confortablement avec une dette de 270 % de son PIB, la Tunisie, avec 100 %, a dû signaler à l'été 2021 qu'elle était en train de briser le «mur de la dette».

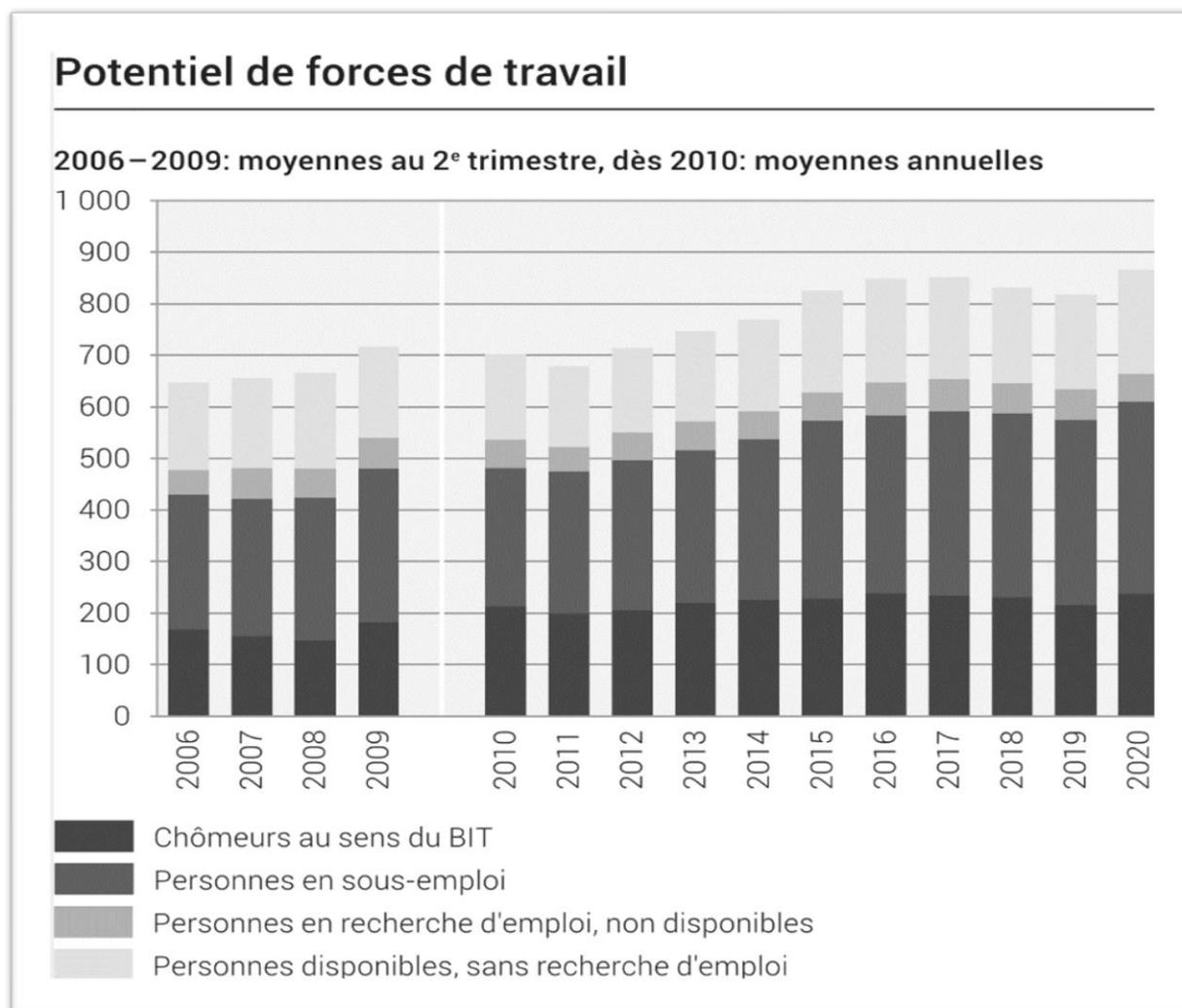
Graphique 3 : Endettement privé et public de la Suisse



Source: SECO, «L'économie publique»

Les dettes publiques sont encore surévaluées ici car il s'agit de «dettes brutes» (voir ci-dessus). Concernant les dettes d'entreprises, le secteur bancaire – qui regorge dans son sous-sol de «dettes» colossales – n'est même pas pris en compte.

Annexe 2: sous-emploi



Source : OFS – Enquête suisse sur la population active (ESPA) ©OFS 2020

Les chiffres officiels du chômage (qui montrent d'ailleurs des déséquilibres régionaux extrêmes, la Suisse romande et le Tessin étant plus touchés) masquent une corrélation importante: 12,5 % souhaiteraient travailler ou pouvoir travailler davantage. C'est ce que montre l'Enquête suisse sur la population active (ESPA).

Ce qui est encore plus préoccupant: la tendance s'oriente vers une hausse du chômage. D'une part, en raison de la numérisation qui entraîne des rationalisations. D'autre part, tous les indices précoces de l'été 2021 montrent à nouveau des tendances au refroidissement (et malgré les programmes de plusieurs billions), notamment dans le commerce mondial. Et l'indice des fusions et acquisitions (Mergers and Acquisitions), qui enregistre les rachats d'entreprises, a fortement progressé: les PME, en particulier, sont rachetées en grand nombre par des sociétés et des fonds. Un fait qui annonce la destruction de nombreux emplois.

Annexe 3: Libérer le bric-à-brac idéologique dans nos têtes

Les mêmes qui récemment encore clamaient à tue-tête «TINA!» répètent aujourd'hui dans leurs écrits tout ce que les critiques du capitalisme néolibéral affirment depuis longtemps:

- Les baisses d'impôt ne favorisent pas les investissements, ni la croissance, ni la prospérité – au contraire.
- Economiser dans les pouvoirs publics n'est pas une vertu, mais un non-sens économique.
- L'inégalité ne motive pas, comme les néolibéraux Milton Friedman et Friedrich von Hayek l'avaient postulé, mais elle tue l'innovation, la santé, l'espérance de vie et la sécurité.
- La «destruction créative», évoquée par les néolibéraux pour justifier les attaques sur les services publics et l'Etat social, n'amène rien – elle détruit uniquement.
- La domination du capital financier n'est pas une opportunité permettant de réaliser plus de profit, mais le plus grand fléau de l'humanité et un danger pour l'espèce. La théorie monétariste (la masse monétaire doit être aussi restreinte que possible) était une erreur d'un point de vue économique.
- Les marchés financiers ne s'autorégulent pas, au contraire: ils provoquent régulièrement des crises gigantesques, qui anéantissent toute substance et prospérité.
- Les énergies fossiles ne sont pas des investissements rentables. Au contraire, elles compromettent l'avenir. Leurs conséquences sont un poison pour la planète, mais aussi pour les économies nationales, et elles réduisent même les perspectives de profit des banques, des fonds et de l'économie dans les années à venir.
- Seuls des marchés régulés sont des marchés qui fonctionnent.
- Et la liste n'est pas exhaustive.

syndicom
Monbijoustrasse 33
Case postale
3001 Berne

syndicom.ch